

| ÉDITION 2020

# LE CAHIER DU RQIIAC

**RQIIAC**

Regroupement québécois des intervenantes  
et intervenants en action communautaire  
en CISSS et CIUSSS



**La passation des savoirs**

PARTAGER SON EXPÉRIENCE ET  
S'ENRICHIR MUTUELLEMENT

## Article 14

# DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS ET TRANSITION SOCIOÉCOLOGIQUE

**DENIS BOURQUE**

*Professeur au département de travail social de l'Université du Québec en Outaouais*

Au Collectif des partenaires en développement des communautés (<https://collectifpdc.org>), les participants se posent une question centrale : comment les démarches de développement des communautés, dédiées au développement social, peuvent-elles être contributives des efforts collectifs à fournir pour assurer la transition socioécologique et pour permettre une lutte plus efficace contre la crise climatique ? Les démarches de développement des communautés territoriales se définissent comme différentes formes d'action collective structurée qui, par la mobilisation des populations concernées et des acteurs locaux (institutionnel, communautaire, privé), ciblent des enjeux collectifs reliés aux conditions et à la qualité de vie, au moyen de l'identification de priorités, de la mobilisation de ressources et de la mise en place de réponses appropriées. Ces démarches prennent des formes variées (Tables de quartier de Montréal, Développement social intégré Charlevoix, Initiative sherbrookoise de développement des communautés, Table des partenaires du développement social de Lanaudière, etc.). Ces démarches ont acquis au Québec une grande expertise dans l'agir-ensemble intersectoriel, qu'elles doivent mettre au service des enjeux de transition socioécologique.

La crise climatique actuelle peut-elle créer de nouvelles conditions d'innovation dans l'action collective et permettre un développement territorial plus intégré et plus cohérent ?

Peut-elle imposer aux acteurs du développement social un repositionnement, les amenant à tenir compte de la dimension écologique ? Quelles sont les initiatives qui le font et comment ? Ce sont là les questions et les attentes du Collectif des partenaires en développement des communautés, qui regroupe depuis 10 ans les principaux réseaux nationaux d'acteurs du développement social territorial au Québec. Parmi ces acteurs, citons notamment : la Table nationale des corporations

de développement communautaire (TNDC) qui fédère les 65 corporations de développement communautaire (CDC); le RQIIAC dont les membres constituent la majorité des organisatrices et des organisateurs communautaires des CISSS et CIUSSS ; la Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ) qui regroupe les 30 tables de quartier à Montréal ; ainsi que le Réseau québécois de Villes et Villages en santé qui compte près de 200 municipalités membres. Un projet de recherche partenarial a été déposé en novembre dernier au Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) ciblant les initiatives collectives locales qui intègrent des visées de transition socioécologique et de lutte aux changements climatiques, afin que les membres du Collectif des partenaires en développement des communautés soient plus aptes à favoriser l'émergence de ces initiatives et à les soutenir efficacement.

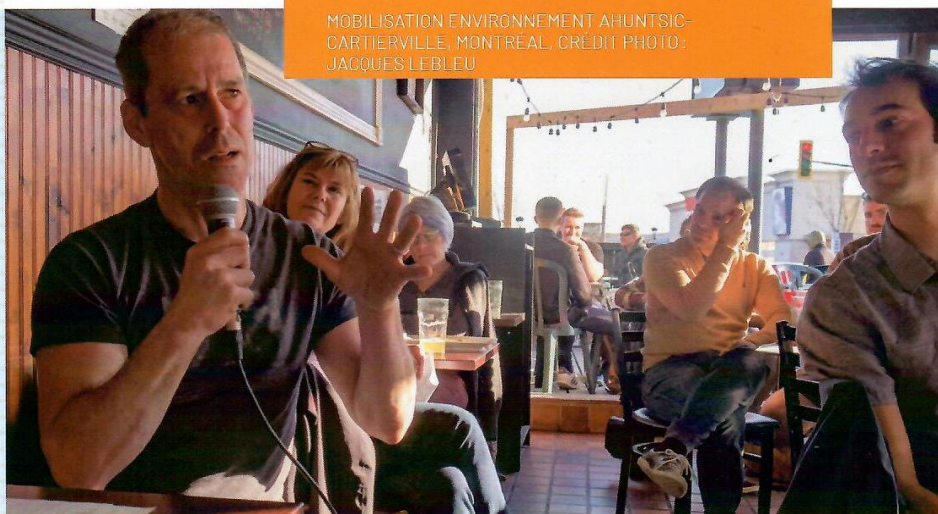
Les communautés urbaines et rurales subissent les impacts du vieillissement, de la métropolisation et de la migration vers les villes, de l'élargissement des inégalités sociales, ainsi que des défis associés au vivre ensemble en contexte de diversité culturelle et de transformation des rapports avec les communautés autochtones. Ces enjeux se croisent au creuset de la crise du modèle économique axé sur la croissance, qui oblige les sociétés à chercher de nouvelles avenues pour une économie carboneutre et pour la préservation de la biodiversité. Créé en 2006, le *Transition movement* est actif dans plus de 50 pays, dont le Canada, et cherche à transformer la crise climatique en opportunité pour construire des communautés locales résilientes, conviviales et dynamiques (Hopkins 2010). Après une période de dormance, le Réseau Transition Québec – qui s'inscrit dans cette mouvance – a fait un retour en 2019. Des travaux de recherche s'imposent pour comprendre comment les communautés territoriales composent avec les enjeux de restauration et d'accroissement de leur prise sur leur développement, ainsi que pour comprendre les contributions qu'elles peuvent apporter à la transition socioécologique et à la lutte aux changements climatiques, voire au renouvellement du modèle de développement québécois. Il est également important d'identifier les rôles joués par les intervenants collectifs, dont les OC.

La transition socioécologique ne pourra être qu'une affaire de gouvernements, de scientifiques ou de marché. Elle devra inclure les communautés locales, car elle implique une transformation des modes de vie, dont les pourtours gagnent à s'appuyer sur des processus de démocratie locale et de solidarité, tels ceux mis en œuvre par les démarches territoriales de développement. Le défi consiste à inventer des modes de développement soutenables face à des mutations planétaires irréversibles, alors que les tentatives internationales comme l'Accord de Paris (2015) et les conférences des Nations Unies sur les changements climatiques n'ont pas des résultats à la hauteur des espoirs. Dans l'attente de jours meilleurs à l'échelle planétaire, des approches plus modestes permettent aux communautés locales d'agir, en initiant des stratégies de développement fondées sur des processus coopératifs novateurs, misant sur des formes concertées d'action qui passent par l'intersectorialité. Le modèle québécois, développé dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, reposait sur la concertation et le partenariat entre la société civile et l'État. Les politiques d'austérité ont affaibli cette capacité d'action, alors que l'État québécois s'en remet au palier municipal et aux gouvernements de proximité pour prendre en main le développement des territoires. La transition socioécologique fait entrer les acteurs du développement des communautés dans des zones sensibles qui obligent à construire des initiatives et des démarches qui se jouent au-delà des secteurs. Les acteurs locaux constatent et soutiennent une demande citoyenne croissante pour une prise collective sur l'animation et

l'organisation des milieux de vie. Inspirés par des initiatives développées ailleurs, des citoyens – amis, voisins, parents – s'organisent sur les enjeux environnementaux, autour de leurs aspirations collectives, avec ou sans lien avec les structures traditionnelles d'action collective et de concertation (Cloutier, 2019). Différents exemples existent à cet effet: circuits courts, transport collectif ou actif, lutte aux îlots de chaleur, systèmes alimentaires locaux, conversion d'immeubles, économie circulaire, agriculture urbaine, mobilisation contre l'extraction d'énergie fossile, le déboisement, la destruction des milieux humides et les inondations, etc. Comment et vers quoi évoluent ces initiatives ? Quelle place occupent-elles dans les démarches territoriales de développement ?

Poland et ses collaborateurs (2018) ont démontré que les initiatives citoyennes de transition socioécologique au Canada vivaient des difficultés là où le leadership est concentré et à bout de souffle – plutôt que partagé et délégué – et où les projets rencontrent résistance et indifférence dans les territoires. Les initiatives se sont, par contre, développées là où elles sont portées par « une base de participation citoyenne qui a été soutenue plutôt que remplacée par un financement » (Poland et al., 2018, p.16), que ce financement soit public ou philanthropique, et où des efforts ont été faits pour établir des partenariats avec d'autres groupes locaux et avec le gouvernement municipal. Afin d'être plus productifs et innovants, ces efforts de coopération demandent à être mieux compris et pilotés par les acteurs locaux, dans le nouveau

MOBILISATION ENVIRONNEMENT AHUNTSIC-  
CARTIERVILLE, MONTREAL, CRÉDIT PHOTO:  
JACQUES LEBLEU



contexte des gouvernements de proximité au Québec. Les travaux de Lévesque, Fontan et Klein (2014) et ceux de Klein et *al.*, (2018) fournissent des analyses éclairantes sur l'innovation sociale, les organisations citoyennes qui y sont engagées et sur les mécanismes qui leur permettent d'intervenir dans différents champs d'action.

Cependant, ces travaux mettent en lumière les limites des innovations en termes de transformation sociale, en raison de la faiblesse de l'arrimage avec les mouvements sociaux et

de l'absence de relais politiques. Les initiatives collectives locales qui intègrent des visées de transition socioécologique et de lutte aux changements climatiques ont-elles le potentiel de s'organiser en réseau, de se fédérer et de s'arrimer aux mouvements sociaux pour peser sur le politique ? Il devient nécessaire de comprendre comment ces nouvelles initiatives collectives peuvent susciter des réseaux et transcender le local, tout en y étant organiquement ancrées.

L'ensemble du projet de recherche proposé se déroulera en 3 phases :

**Phase 1 (12 mois):**

Mesurer l'ampleur des initiatives et favoriser leur dissémination.

**Phase 2 (18 mois):**

Analyser en profondeur 8 initiatives locales.

**Phase 3 (6 mois):**

Modéliser les rapports entre développement territorial et initiatives collectives locales intégrant des visées de transition socioécologique et de luttes aux changements climatiques.

Le projet de recherche a reçu une réponse favorable et sera mis en œuvre dans les prochains mois.

## RÉFÉRENCES

Hopkins, R. (2010). *Manuel de transition: De la dépendance au pétrole à la résilience locale*. Silence - Ecosociété

Klein, Juan-Luis, Jacques Caillouette, Monique Doyon, Jean-Marc Fontan, Laurie Guimond, Benoît Levesque et Diane-Gabrielle Tremblay (2018). *Les nouveaux modèles d'action en développement territorial dans le contexte de la transition sociale et écologique: vers la construction des capacités collectives permettant d'accroître de façon durable le bien-être des communautés*, FRQSC, Programme de soutien aux équipes de recherche universitaire Renouveau 2018-2022.

Lévesque, B., Fontan, J.-M. et Kein, J.-L. (dir.) (2014). *L'innovation sociale. Les marches d'une construction théorique et pratique*. Presses de l'Université du Québec.

Poland, B., Buse, C., Antze, P., Haluza-DeLay, R., Ling, C., Newman, L., Parent, A.-A., Teelucksingh, C., Cohen, R., Hasdell, R., Hayes, K., Massot, S. et Zook, M. (2018). The emergence of the transition movement in Canada: success and impact through the eyes of initiative leaders, *Local Environment*, 24(3), 180-200. <https://doi.org/10.1080/13549839.2018.1555579>



MOBILISATION ENVIRONNEMENT AHUNTSIC-CARTIERVILLE, MONTRÉAL, CRÉDIT PHOTO : JACQUES LEBLEU